religieux : Nous parlons de l'honorable juge en chef actuel, Sir L. N. Casault. Il reconnaît l'existence d'autres empêchements à l'art. 127 :— ce sont ceux admis par les différentes croyances religieuses comme résultant de la *Parenté, de l'affinité et d'autres causes*. Quant à ceux-là, il conserve les règles suivies jusqu'à sa date, dans les différentes églises et sociétés religieuses.

“ C'était là faire des règles suivies jusqu'alors dans les diverses églises quant aux autres empêchements, autant de règles spéciales du droit civil pour les membres de ces église : — c'était décrété que les empêchements reconnus dans nos églises avaient leur effet dans le droit civil. Le législateur n'a pas cru devoir les énumérer ce qui eût pu être le sujet d'erreur ; il s'est borné — et c'était la législation la plus sage — à faire aux citoyens une règle de droit civil de ce qui était pour eux, sous ce rapport, une règle de droit religieux. Ils sont par là même tous incorporés dans le Code Civil aussi effectivement que s'ils y étaient tous reproduits, avec déclaration que tels et tels ne s'appliquent qu'aux membres d'une église, et tels tels à ceux d'une autre. Dans les arts. 124, 125 et 126 le Code fait des défenses à tous les citoyens, sans distinction de croyance ou de religion ;— dans l'art. 127 il donne la sanction de la loi à celles que les différentes religions font à leurs membres ; mais pour ces dernières, il ne prononce pas de prohibitions comme pour les autres, il en autorise les dispenses que reconnaissent les différentes religions, et il conserve le droit d'accorder aux autorités qui jouissaient de ce privilège auparavant.

“ Le Code Civil, en conservant leur effet aux empêchements admis à sa date, par les différentes croyances religieuses